

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 427

Artikel: Vivre avec le terrorisme
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018902>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vivre avec le terrorisme

Enlèvements, chantage, meurtres, le terrorisme politique fait la « une » de l'actualité. Dans l'esprit de ses partisans, il doit éveiller les consciences, mettre à nu la véritable nature de l'Etat, montrer la fragilité des institutions démocratiques. Pourtant force est de constater que le terrorisme est totalement contre-productif; la seule preuve qu'il fournit est l'impuissance de ceux qui le pratiquent à crocher à la réalité sociale. En effet, les moyens mis en œuvre annulent à coup sûr les objectifs visés. Les récents événements en Allemagne le montrent à souhait.

Les « fidèles » de Baader en veulent au pouvoir de l'Etat; leurs cibles — banquiers, industriels, hommes politiques — symbolisent ce pouvoir. Et en fin de compte, c'est le pouvoir de l'Etat qui sort vainqueur de ce choc frontal; sa légitimité s'en trouve renforcée, comme ses moyens d'intervention. Au moins dans le terme prévisible.

Ce qui frappe en définitive dans les péripéties qu'ont fait vivre à l'Allemagne une poignée de terroristes, c'est l'engagement massif de l'Etat, non seulement de sa police, mais encore de son gouvernement. Le pouvoir politique, efficacement épaulé par les moyens d'information, a fait de cette provocation une affaire d'Etat; il en a décuplé l'importance par la signification qu'il lui a attribuée: une question d'honneur, la démocratie en péril, le droit bafoué.

Quel téléspectateur, devant l'image du porte-parole du gouvernement, rendant compte des délibérations de l'état-major de crise, les traits tirés par la fatigue, pouvait encore douter que le pays fût en danger? Quel citoyen n'a pas admiré le chancelier Schmidt, ce roc dans la tourmente, capable de dénouer les drames les plus terrifiants? Selon un récent sondage, deux tiers des Allemands, au cas où ils seraient pris comme otages, préféreraient Schmidt à Kohl (CDU) à la chancellerie... Voilà le nouveau critère de choix des dirigeants politiques!

Si les terroristes ont atteint un but c'est de faire

oublier à tout un peuple les problèmes concrets auxquels il est confronté quotidiennement; avec le même chômage, la même inflation et la même récession, le gouvernement, grâce à quelques dizaines d'otages libérés et une poignée de terroristes disparus, a gagné plusieurs points dans l'échelle de popularité.

Qu'on ne se fasse pas d'illusion sur le « cas particulier » de l'Allemagne; ce qui s'est passé dans ce pays est du pain béni pour ceux qui, en Suisse, rêvent à un Etat de droit fortement protégé, à une société normalisée. Les partisans de la police fédérale de sécurité ne peuvent espérer un contexte plus favorable à leur projet, même si cette police ne contribuera guère à faire disparaître les actes de terrorisme; de même les bien-pensants pourront procéder par amalgame et coller l'étiquette infâmante à tous ceux dont les idées divergent.

A l'autre bout du continent, en Espagne, un pays où le terrorisme donne pourtant de la voix, tout un peuple consacre son énergie à construire une démocratie, probablement bien imparfaite, mais qui porte leur espoir.

La seule question importante que nous posent en définitive les idéologues dérisoires de la violence, c'est de savoir quel projet anime notre société: la lutte contre les injustices, violences larvées et quotidiennes, le développement de la démocratie, choix conscient d'un avenir voulu, ou le repliement craintif dans un Etat policier où, chacun surveillant chacun, nous investirons du pouvoir le plus habile des policiers.

L'image de marque de la gauche vaudoise

Tous les quatre ans, le temps des bilans et des promesses. Fugitive, la littérature déversée dans les boîtes aux lettres à cette enseigne vaut à peine le coup d'œil. Cette année, pourtant, à travers le canton de Vaud, deux « points chauds » méritent au moins quelques instants d'attention supplémentaires: à Yverdon, la gauche (majorité au Conseil

communal et à la municipalité, syndic socialiste) rend des comptes après une législature de « gestion socialiste »; à Lausanne, la gauche (socialistes et « populistes ») espère profiter d'un climat qui lui est favorable pour forcer un changement de majorité.

De quelle façon cette gauche-là se présente-t-elle à l'opinion? Une même image de marque, une dominante: le souci de rester dans les limites d'un réalisme bien dosé, avec un accent particulier sur l'urbanisme, l'environnement.

Voyez à Yverdon! Les « Informations yverdonnoises » (case 7, 1400 Yverdon 2), le « journal populaire mensuel » rédigé par le Parti socialiste du lieu, insistent avant tout sur la santé rétablie des finances publiques.

Aussi nette est la démarche des socialistes lausannois en quête d'une nouvelle majorité: leur brochure (« pour le Lausanne de demain respectant celui d'hier ») abandonne délibérément le ton pamphlétaire jusque-là de rigueur dans ce genre d'exercice et se présente comme un véritable « programme de gouvernement ». Ont été ainsi gommées toutes les promesses qui ne paraissaient pas réalisables à court et à moyen terme. D'où un dialogue avec les électeurs et les électrices qui acquiert une consistance nouvelle. Le pari est à noter.

A travers les propositions socialistes réparties sur trois axes principaux, l'urbanisme, l'école et la « défense des aînés », à noter surtout une volonté de revenir dans les quartiers de la ville pour organiser la vie des habitants à partir de leur domicile (on s'efforcera de construire des logements au centre, pour couper court à l'exode dans la périphérie): et cette décentralisation va de la création de sous-commissions scolaires de quartiers, à l'organisation d'« unités pour personnes âgées » qui permettraient de garder les aînés dans la cité au lieu de les « parquer » dans les hauts de Vevey-Montreux, en passant par l'ouverture des bâtiments scolaires à l'animation culturelle ou l'information systématique — sur place — des habitants des projets de constructions publiques.